

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Beauvais, le 30 avril 2013

Unité Territoriale de l'Oise
Subdivision Oise 3

Affaire suivie par : Jean-Claude GUILLAUMIN

Tél. 03.44.10.54.11

Courriel : jean-claude.guillaumin@developpement-durable.gouv.fr

M:\ICPE\REUIL SUR BRECHE\SEDE ENVIRONNEMENT\2013\Antériorité
2780_08_10_2010\24042013_SEDE
ENVIRONNEMENT_RA_avec_AP_Anteriorite 08_10_2010.odt
IC-R/0157/13-JCG

Copie case 3
SPR
chronos

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société SEDE ENVIRONNEMENT à Reuil Sur Brèche (60480)

- Demande d'antériorité au titre de l'article L 513 – 1 du Code de l'Environnement

REF. : Transmission DDT/SEEF/BE/SC de M. le Directeur Départemental des Territoires de l'Oise
en date du 26 octobre 2010

P.J. : Annexe 1 : Projet d'arrêté préfectoral

Par transmission citée en référence, M. le Directeur Départemental des Territoires de l'Oise a transmis, pour avis sur la suite à donner, à l'inspection des installations classées, une demande d'antériorité formulée par la société visée en objet, et ce suite à la parution du décret n° 2009 – 1341 du 29 octobre 2009 modifiant la nomenclature des installations classées.

Le présent rapport analyse la demande de la pétitionnaire et propose à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de l'Oise les suites qu'il convient de réserver à celle-ci.

I – RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR L'ETABLISSEMENT

Raison sociale	:	SEDE ENVIRONNEMENT
Forme juridique	:	Société par Action Simplifiée (SAS)
Adresse du siège social	:	5, rue Frédéric Degeorge BP 175 62003 ARRAS CEDEX
Adresse du site étudié	:	Lieu-dit « Domaine de Mauregard » 60480 REUIL SUR BRECHE

Horaires d'ouverture : 9h - 12h / 14h - 17h
(sauf le vendredi : 16h)

Tél. : 33 (0)3 44 10 54 00 – fax : 33 (0) 3 44 10 54 01
283 rue de Clermont
Z.A. de la Vatine
60000 Beauvais

Téléphone	:	03.21.60.53.00
Télécopie	:	03.21.07.22.09
Responsable	:	M. Arnaud DEVILLEPOIX, Directeur Régional
N° SIRET	:	315 732 842 000 168
Effectif sur le site étudié	:	1 personne
Activité du site étudié	:	Plate-forme de compostage de sous-produits industriels et urbains

II – DESCRIPTION DES ACTIVITES ET SITUATION ADMINISTRATIVE

1 – Description sommaire des activités

La société SEDE ENVIRONNEMENT exploite, sur la commune de Reuil Sur Brèche, une plate-forme de compostage de sous-produits industriels et urbains (déchets verts et ligneux, rebuts de fabrication de l'industrie agro-alimentaire végétale, paille, matières stercoraires, fumiers, boues de station d'épuration urbaines, boues de station d'épuration industrielles provenant de l'industrie agro-alimentaire et de l'industrie papetière).

2 – Situation administrative

Les activités du site de Reuil Sur Brèche ont fait l'objet, en date du 13 décembre 2004, d'un récépissé de déclaration pour les rubriques suivantes :

- 2170 – 2 : fabrication d'engrais et de supports de cultures, à partir de matières organiques ; la capacité de production journalière étant égale à 9,8 tonnes ;
- 2171 : dépôt de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole ; le volume du dépôt étant égal à 5 860 m³ ;
- 1530 – 2 : dépôt de bois ou de matériaux combustibles analogues ; le volume du dépôt étant égal à 19 980 m³ ;
- 2260 – 2 : broyage et mélange de substances végétales et de tous produits organiques naturels ; la puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation étant égale à 57 kW.

III – NATURE DE LA DEMANDE PRESENTEE PAR LA PETITIONNAIRE

La demande présentée par la société SEDE ENVIRONNEMENT concerne une demande d'antériorité, et ce suite à la parution du décret n° 2009 – 1341 du 29 octobre 2009 modifiant la nomenclature des installations classées. Cette demande d'antériorité porte sur la rubrique 2780 de la nomenclature des installations classées dont le libellé simplifié est le suivant :

- installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation :
 1. compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires ;
 2. compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agro-alimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780 – 1 ;

d'industries agro-alimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780 – 1 ;

3. compostage d'autres déchets.

IV – TABLEAU DE CLASSEMENT ACTUALISE DES ACTIVITES EXERCEES SUR LE SITE DE REUIL SUR BRECHE

Le tableau de classement actualisé des activités exercées par la société SEDE ENVIRONNEMENT sur son site de Reuil Sur Brèche figure ci-après :

Rubrique	Libellé simplifié de la nomenclature	Éléments caractéristiques de l'installation	Régime (*)
2780 – 2a	Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agro-alimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780 – 1, la quantité de matières traitées étant supérieure à 20 t/j	Q = 39 t/j	A
2780 – 1b	Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires, la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j mais inférieure à 50 t/j	Q = 39 t/j	E
2260 - 2b	Broyage, criblage de matières végétales et produits organiques, la puissance installée étant supérieure à 100 kW mais inférieure à 500 kW	P = 350 kW	D
2171	Dépôt de fumiers, engrais et support de culture, le volume du dépôt étant supérieur à 200 m³	V = 5 000 m³	D
1532 - 2	Dépôt de bois ou matériaux combustibles analogues, le volume du dépôt étant supérieur à 1 000 m³ mais inférieure à 20 000 m³	V = 2 000 m³	D

(*) A : Autorisation E : Enregistrement D : Déclaration

V – CADRE JURIDIQUE DE LA DEMANDE

L'article L 513 – 1 du Code de l'Environnement stipule que les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du Préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret.

Le 08 octobre 2010, la société SEDE ENVIRONNEMENT a transmis aux Services Préfectoraux de l'Oise une demande d'antériorité pour les activités répertoriées sous les rubriques 2780 – 1b et 2780 – 2a de la nomenclature des installations classées et ce, suite à la parution du décret n° 2009 – 1341 du 29 octobre 2009 au Journal Officiel du 31 octobre 2009. Cette demande d'antériorité a donc été transmise dans le délai prévu à l'article L 513 – 1 du Code de l'Environnement. La demande d'antériorité formulée par la société SEDE ENVIRONNEMENT est donc recevable.

De plus, suite à la parution du décret n° 2009 – 1341 du 29 octobre 2009 portant création notamment de la rubrique 2780 de la nomenclature des installations classées, un arrêté ministériel en date du 20 avril 2012 a été publié au Journal Officiel du 03 mai 2012. Ce texte est relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de compostage soumises au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2780 de la nomenclature des installations classées.

Par ailleurs, un arrêté ministériel en date du 22 avril 2008 a été publié au Journal Officiel du 22 avril 2008. Ce texte fixe les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

Les dispositions de ces deux arrêtés ministériels sont applicables de plein droit aux installations de la société SEDE ENVIRONNEMENT, notamment pour les activités répertoriées sous les rubriques 2780 – 1b (régime de l'enregistrement) et 2780 – 2a (régime de l'autorisation) de la nomenclature des installations classées.

VI – OBSERVATIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

La demande d'antériorité formulée par la société SEDE ENVIRONNEMENT à Reuil Sur Brèche, en date du 08 octobre 2010, a été établie dans les formes prévues à l'article L 513 – 1 du Code de l'Environnement. Elle est donc recevable en l'état.

De plus, les arrêtés ministériels en dates des 22 avril 2008 et 20 avril 2012 réglementant les conditions de fonctionnement des installations visées par les rubriques 2780 – 1b et 2780 – 2a de la nomenclature des installations classées sont désormais applicables de plein droit aux installations de la société SEDE ENVIRONNEMENT. Les prescriptions de ces arrêtés ministériels doivent lui être imposées sous la forme d'un arrêté préfectoral complémentaire et ce, conformément aux dispositions de l'article R 512 – 31 du Code de l'Environnement.

VII – CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

La société SEDE ENVIRONNEMENT a déposé, le 08 octobre 2010, auprès des Services Préfectoraux de l'Oise, une demande d'antériorité pour l'activité répertoriée sous la rubrique 2780 et ce, suite à la parution du décret n° 2009 – 1341 du 29 octobre 2009 portant modification de la nomenclature des installations classées.

Cette demande d'antériorité a été établie dans les formes et le délai prévus à l'article L 513 – 1 du Code de l'Environnement. Elle est donc recevable.

Dans le cadre de l'instruction de cette demande d'antériorité, il convient donc :

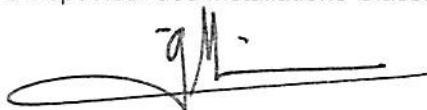
- de procéder à la mise à jour du tableau de classement de l'ensemble des activités exercées par la société SEDE ENVIRONNEMENT sur son site de Reuil Sur Brèche ;
- d'imposer à la pétitionnaire les prescriptions édictées aux arrêtés ministériels en dates des 22 avril 2008 et 20 avril 2012 susvisés.

Un projet d'arrêté préfectoral, joint au présent rapport, a été rédigé à cet effet.

Conformément aux dispositions édictées à l'article R 512 – 31 du Code de l'Environnement, ce projet de prescriptions doit être soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, dès qu'il impose à la pétitionnaire de respecter de nouvelles prescriptions.

REDACTEUR

L'Inspecteur des Installations Classées,



JC GUILLAUMIN

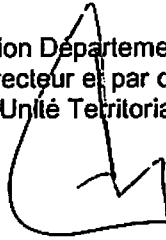
VALIDATEUR

L'Inspecteur des Installations Classées,



A SIMON

Adopté et transmis à la Direction Départementale des Territoires de l'Oise
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de l'Unité Territoriale de l'Oise,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'S. CHOQUET', written over the typed name.

S CHOQUET